Six projets solidaires à soutenir en 2024

Aider au dialogue des cultures et des religions, soutenir la lutte contre la désertification en Tunisie, favoriser l'insertion socio-professionnelle de jeunes sans emploi à à Djibouti, fournir de l'énergie verte à une ferme-école ou favoriser l'autonomie alimentaire de Bangui : tels sont quelques-uns des projets du Défap que vous pouvez choisir de soutenir à travers l'édition 2024 du carnet de solidarité de l'UEPAL.

Vue du carnet de solidarité 2024 de l'UEPAL © UEPAL

Chaque année, l'UEPAL (Union des Églises Protestantes d'Alsace et de Lorraine), l'une des trois Églises membres du Défap, diffuse son « carnet de solidarité » : une publication mettant en avant des projets humanitaires portés par des partenaires chrétiens, que vous pouvez consulter ici ou en cliquant sur l'image d'ouverture de cet article. Grâce au formulaire de dons accompagnant ce carnet, il est possible d'apporter son soutien à l'un ou l'autre projet. Cette année, ce sont six projets du Défap qui sont ainsi présentés par l'UEPAL :

République Démocratique du Congo : renforcer la place de la femme dans les Églises

Remise de diplômes à l'ULPGL© ULPGL

Bien que très impliquées dans les Églises en RDC, les femmes y restent pour l'essentiel cantonnées à des postes subalternes. Or les Églises ne peuvent être crédibles comme acteurs de changement au sein de la société congolaise, sans se transformer elles-mêmes. L'un des facteurs de cette sous-reconnaissance du rôle des femmes dans leurs communautés ecclésiales tient à leur difficulté d'accéder à une formation théologique.

Le Défap propose donc des bourses pour permettre à des jeunes femmes de poursuivre des études supérieures en théologie à l'Université Libre du Pays des Grands Lacs de Bukavu, de manière à former de futurs cadres de l'Église du Christ au Congo (ECC), principale dénomination protestante en RDC. Il s'agit d'un accompagnement durable qui vise à faire évoluer les mentalités non seulement dans les Églises, mais au-delà, dans la société congolaise de cette région du Kivu.

Plus d'informations sur ce projet ici.

République centrafricaine : des jardins pour nourrir Bangui

Rodolphe Gozegba dans un lopin de terre cultivé à Bangui grâce à l'association A9. © Rodolphe Gozegba

En République centrafricaine, la guerre et les défaillances de l'État entretiennent pauvreté et famine. La situation est particulièrement difficile à Bangui, qui dépend pour son approvisionnement de quelques routes, dont la principale a été coupée plusieurs semaines début 2021 par une offensive rebelle. Si le gouvernement centrafricain a réussi à reprendre depuis 2 ans le contrôle d'une grande partie du territoire, c'est un succès qui reste fragile.

Pour favoriser l'autonomie alimentaire de Bangui, l'association A9, portée par un ancien boursier du Défap, Rodolphe Gozegba, a lancé un projet de culture de lopins de terre inexploités dans la capitale. Pour cela, A9 distribue graines, outils, et assure un suivi des participants : 400 familles du 6ème arrondissement, avec des résultats déjà très encourageants.

Plus d'informations ici.

Djibouti : favoriser l’insertion sociale de jeunes sans emploi

Bénéficiaires des formations fournies par l’Église protestante

évangélique de Djibouti © EPED

À Djibouti, l'islam est religion d'État. La liberté religieuse est garantie par la constitution, mais le prosélytisme est découragé par les autorités. Officiellement, le protestantisme est exclusivement représenté par l'Eped (Église protestante de Djibouti). Une petite Église qui bénéficie néanmoins d'une très bonne image au sein de la société djiboutienne : elle la doit notamment à son centre de formation.

Son rôle social et d'aide à l'intégration sur le marché du travail a su acquérir au fil des années une très bonne reconnaissance de la part des autorités. Il fournit des formations à de jeunes adultes handicapés, à des jeunes sans emploi, dans des domaines comme la couture, le secrétariat, les techniques liées à l'énergie solaire… Les postes de l'administrateur et du directeur de ce centre sont tous deux financés directement par le Défap.

Plus d'informations ici, ici et là.

Tunisie : Promouvoir l'agriculture environnementale

Un exemple des actions de l’ATAE en Tunisie : l’accompagnement de cinq familles d’agriculteurs dans la région de Bizerte sur la tenue de leurs oliveraies © ATAE

La Tunisie est l’un des pays les plus exposés au risque de désertification, le réchauffement climatique étant aggravé par des techniques agricoles inadaptées, avec une perte de 15 000 ha/an de terres cultivables. Pour rendre leur fertilité à des terres apparemment perdues, l’Association Tunisienne d’Agriculture Environnementale (ATAE) propose à un réseau d’agriculteurs des formations pratiques sur des procédés écologiques de fertilisation et de culture.

Elle est directement issue de l’expérience de l’association Abel Granier, pionnière en la matière : le pasteur Abel Granier avait été le premier à réhabiliter entièrement une ferme en zone semi-aride. Aujourd’hui, l’ATAE a mis en place un programme de ferme pédagogique, pour permettre aux agriculteurs de son réseau et ayant suivi ses formations de vivre et travailler selon ces principes. Elle bénéficie d’un soutien direct du Défap et de l’envoi de volontaires.

Plus d’informations sur ce projet ici.

Maroc : Al Mowafaqa : faire dialoguer les cultures et les religions

Étudiants de la 4ème promotion de licence/DUET à l’Institut Al Mowafaqa (mai 2023) © Al Mowafaqa

La montée des tensions sur fond de radicalisations religieuses illustre chaque jour la nécessité d’entretenir le dialogue interreligieux. Mais comment dialoguer sans connaître l’autre, ce qui fonde sa foi ? Les questions fondamentales sont les mêmes de l’Afrique à l’Europe, même si les enjeux géopolitiques diffèrent.

Un organisme unique, l’institut œcuménique de théologie Al Mowafaqa (mot qui signifie «l’accord»), centre de formation religieuse installé à Rabat, au Maroc, se consacre entièrement à cette problématique du dialogue interculturel et interreligieux. C’est à la fois un lieu d’enseignement, de réflexion et de brassage interculturel, avec des étudiants

dont beaucoup viennent d'Afrique subsaharienne, mais qui peuvent venir aussi d'Europe : il est soutenu par le Défap, à la fois par un financement direct et par l'envoi de boursiers. Pour cette année 2024, ce sont deux étudiantes venues d'Alsace qui en bénéficient.

Plus d'informations ici.

Togo : de l'énergie verte pour une ferme-école

Photo de cultures soutenues par le Secaar © Secaar

Engagé depuis des années dans des projets visant à la sauvegarde de la création, le Défap s'est aussi lancé dans une démarche de réduction de son empreinte écologique. Avec deux volets : un objectif de diminution de ses émissions de gaz à effet de serre de -60% d'ici 2050 (par rapport à 2021) ; et une « compensation » des émissions restantes par le soutien à des activités contribuant à réduire les gaz à effet de serre. Pour cela, le Défap soutient chaque année un projet labellisé « compensation carbone ».

Pour 2024, il s’agit d’équiper une des fermes-écoles du Secaar (Service chrétien d’appui à l’animation rurale, partenaire du Défap) d’un système de pompage solaire, pour remplacer l’actuelle motopompe qui pourvoit à ses besoins en eau, notamment en période de sécheresse. Cette ferme-école pourra ainsi compter sur une source d’énergie propre, responsable et moins coûteuse.